



Lettre interne d'information du pôle RIAE N° 02 novembre 2011

PÔLE RELATIONS INTERNATIONALES ET AFFAIRES EUROPÉENNES

Direction Générale Adjointe

Édito :

Europe et coopération décentralisée : une voie d'avenir ?

Alors que notre coopération internationale semble devoir s'étendre à de nouveaux territoires par le biais des réseaux internationaux de collectivités régionales (ORU/ FOGAR, NRG4SD) et après les printemps arabes, des liens se nouent ou se renouent avec nos territoires de coopération de la rive sud de la méditerranée.

En septembre le Président Michel Vauzelle a conduit en Tunisie une importante délégation qui a permis, avec l'appui du ministre de la Formation professionnelle et de l'Emploi dans le gouvernement tunisien de transition et l'ambassadeur de France à Tunis, de mettre en route un nouvel accord de coopération entre la Région Provence- Alpes-Côte d'Azur et le Gouvernorat de Kasserine.

Ces contacts et ces accords de coopération décentralisée sont indispensables pour que, à leur suite, puissent être établis les contacts et relations de terrain nécessaires à l'émergence des projets concrets qui pourront être proposés dans le cadre des appels d'offres européens et/ ou émarger à des programmes et financement internationaux ([cf. ci-après le mot du DGA.](#))

Marie-José BERNARD

Le 8 novembre 2011



Région
PACA

Michel Vauzelle, Député et Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, a conduit une mission au Québec du 27 au 31 août 2011, dans le cadre du



bureau politique de l'Organisation des Régions Unies du Forum global des associations de Région (ORU - FOGAR), organisation mondiale des régions née à Marseille en 2007, qu'il préside depuis un an. Il a également participé à l'Assemblée générale de nrg4SD (Network of Régional

TUNIS (TAP) - M. Béji Caïd Essebsi, Premier ministre du gouvernement de transition, a reçu, mercredi, au palais du gouvernement à la Kasbah, M. Michel Vauzelle, président de la région française Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA). Le renforcement des relations de coopération ainsi que l'examen des questions d'intérêt commun ont été au centre de l'entretien.

Dans une déclaration à la presse, à l'issue de cette rencontre, l'hôte français a fait part de sa considération et de son respect au peuple tunisien pour sa révolution pacifique "qui a amorcé le printemps arabe".

Il a mis l'accent sur les relations solides entre les peuples tunisien et français, notamment, les habitants de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui entretiennent avec la Tunisie des relations solides et des souvenirs de longue date. La rencontre, a-t-il indiqué, a été l'occasion d'exprimer l'admiration des peuples occidentaux, notamment la France, à la révolution tunisienne, relevant que les Tunisiens ont administré la preuve de leur degré de maturité et de conscience, ont dit leur mot et pris leur destin en main, ce qui leur a valu le respect de la Communauté internationale. Les concertations qui ont démarré, depuis la visite du ministre tunisien de la Formation professionnelle et de l'Emploi à la région PACA se sont poursuivies, a-t-il ajouté,

Governments for Sustainable Development), réseau mondial des régions pour le développement durable, accueilli par le gouvernement du Québec. Le Président Vauzelle a saisi l'opportunité de ce déplacement au Québec pour animer une table ronde ministérielle sur le prochain Forum mondial de l'eau qui se tiendra du 12 au 17 mars 2012, à Marseille.

Le Consulat général de France à Québec a profité de cette mission pour rencontrer Le Président Vauzelle et sa délégation et faire le point sur les actions internationales de la Région PACA, très active au Brésil, en Chine et au Mexique. La Région PACA a déjà mené des projets avec le Québec, par exemple dans le domaine maritime et les produits de la mer. Aujourd'hui, elle est très intéressée par des actions de coopération avec le Québec, dans les domaines suivants : les centres locaux de santé, les maisons de justice de proximité, et les constructions bois.

précisant qu'elles ont porté sur des dossiers de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'échange entre les jeunes et de la promotion du produit touristique. L'hôte français a précisé qu'une convention de coopération technique a été conclue, mardi, entre les deux parties portant sur l'impulsion du Tourisme et la rationalisation du produit touristique dans le gouvernorat de Kasserine, compte tenu des sites archéologiques dont dispose cette



région.

Les questions d'intérêt commun, les derniers développements en Libye ainsi que les changements politiques survenus dans la région de la Méditerranée ont été également évoqué lors de l'entretien, a encore indiqué M. Michel Vauzelle. La réunion s'est déroulée en présence, notamment, du ministre de la Formation professionnelle et de l'Emploi dans le gouvernement de transition et de l'ambassadeur de France à Tunis

Le mot du DGA....

Europe et coopération décentralisée : une voie d'avenir ?

Notre bureau de représentation à Bruxelles a publié dernièrement [un guide sur les financements en matière de politique extérieure de la programmation](#) actuelle qui offre également un éclairage sur les nouvelles ambitions de la DG DEVCO de la période 2014-2020. Jusqu'à présent les collectivités régionales et locales européennes n'ont eu qu'un rôle très marginal dans la mise en œuvre de cette politique extérieure. Alors qu'elles jouent un rôle majeur dans la promotion du modèle démocratique européen à l'échelle globale (la fameuse gouvernance multiniveau) mais aussi dans l'efficacité de l'aide au développement (déclaration de Paris de 2005 et d'Accra en 2008) elles ne bénéficiaient que très peu jusqu'à présent d'un rôle formel dans les outils opérationnels mis à disposition par l'UE.

Notre Région, en la personne de son Président, a joué avec d'autres régions européennes un rôle majeur au niveau politique pour changer cet état de fait :

⇒ Au niveau européen, à travers l'action conjointe de la CRPM, du CCRE et le relai du comité des régions, elle a milité pour le développement de nouveaux instruments financiers destinés aux collectivités régionales et locales pour la période 2007-2013. Ce fût notamment l'objet du groupe coopération externe de la CRPM. C'est grâce à cette mobilisation politique dans lequel notre bureau de Bruxelles a joué un grand rôle :

- Que des assises européennes de la coopération décentralisée ont vu le jour et à l'organisation desquelles nous avons amplement contribué,
- Qu'un dialogue dit structuré entre la Commission européenne et les autorités régionales et locales s'est mis en place notamment pour améliorer les dispositifs communautaires,
- Que le programme ANE et AL (Autorités non étatiques / autorités Locales) a été mis en œuvre

⇒ Au niveau euro-méditerranéen, ce sont les mobilisations conjointes de la Commission Inter-méditerranéenne de la CRPM (CIM) que Michel Vauzelle a présidé de 2005 à 2010, de la commission Med de CGLU et de ses partenaires européens (CCRE notamment) et du comité des Régions qu'est né l'ARLEM : Assemblée Régionale et Locale Euro-Méditerranéenne dont les principaux objectifs sont notamment :

- De promouvoir les dimensions régionales et locales de la politique de voisinage au sud de la Méditerranée
- D'accompagner la transition démocratique des pays du sud et de l'est de la Méditerranée par un renforcement des échelons infra-étatiques dans la mise en œuvre des principales politiques à impact territorial (développement régional, développement durable, planification stratégique, politique de l'eau, compétitivité, etc ...).

⇒ Au niveau Global, l'ORU-FOGAR présidée depuis juillet 2010 par Michel Vauzelle, a pour principal objectif de renforcer le concept d'approche territoriale du développement, autour duquel la plupart des agences onusiennes s'accordent aujourd'hui

d'hui pour dire qu'il s'agit d'un principe majeur pour le renforcement de l'efficacité de l'aide dans les pays bénéficiaires de l'aide publique au développement. Cette dimension sera ainsi promue :

- Par nos partenaires de la Région Catalogne lors du forum de Busan sur l'efficacité de l'aide au développement qui aura lieu en Corée du sud à Busan début décembre 2011. L'ORU-FOGAR et CGLU ont obtenu conjointement l'organisation d'un « side-event » dans le programme officiel de la conférence.
- Lors d'un séminaire le 05 décembre prochain à Genève ou sera abordée la question du lien entre politique de développement et cohésion territoriale (en partenariat notamment avec le PNUD et l'OCDE)
- Dans les politiques de sécurité alimentaire en lien avec la FAO et la DG DEVCO
- Dans les politiques de développement durable en association étroite avec le réseau NRG4SD que ce soit à l'occasion de la prochaine conférence de Durban sur les changements climatiques en décembre 2011, du forum mondial de l'eau à Marseille en mars 2012 ou du sommet Rio +20 au Brésil en juin 2012

A toutes ces échelles de l'action publique ces avancées collectives portées par des réseaux de collectivités régionales ont été particulièrement significatives. Il convient désormais, dans chacune des régions européennes, d'examiner comment celles-ci peuvent y contribuer dans le cadre de leur propre politique internationale et de leurs dispositifs de coopération décentralisée.

La Publication courant novembre 2011 de l'ensemble des appels à projet ANE et AL de la période 2011-2013 offre une occasion unique de s'inscrire dans ce mouvement, que ce soit individuellement ou en partenariat avec d'autres collectivités européennes dans leur interlocution avec le sud. Nous en ferons une présentation aux élus lors de notre prochain conseil de délégation. C'est pourquoi je propose à l'ensemble des services potentiellement impliqués dans cette dynamique de s'associer collectivement à un tel objectif :

- Le SRE et la mission humanitaire en raison de leur connaissance étroite de nos partenaires de coopération, de leurs priorités et de leur capacité de mobilisation administrative et opérationnelle
- Le SCTEI dans sa capacité administrative et financière de montage de projet et de ses compétences en matière d'urgence et de gestion de projet
- La DAE et le Bureau de Bruxelles dans ses fonctions d'expertise en montage de projets européens.

J'ai ainsi demandé à Marie-Josée Bernard de coordonner le dispositif à mettre en place dans les prochains jours en lien avec l'ensemble des directions et services impliqués.

Bon courage à tous

Cordialement

Philippe Cichowlaz



Bureau de Représentation de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur à Bruxelles (BRUX)

Contact LIIPRIAE : **Anna-Lisa BONI**

Le Pôle Services à la Personne se déplace à Bruxelles

Le pôle Services à la Personne, un des PRIDES de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, a organisé **un déplacement à Bruxelles de trois jours** le 17, 18 et 19 octobre, afin de discuter avec les institutions européennes (Commission et Parlement) et les associations de terrain quant aux évolutions des politiques européennes en faveur du vieillissement actif et en bonne santé, ainsi que des nouveautés des services sociaux d'intérêt général vus de l'Europe. **Le Bureau a accueilli dans ses locaux, avec Méditerranée Technologie, le Pôle PSP** afin d'échanger sur leurs priorités au niveau régional et pour présenter les opportunités politiques et les financements existants au niveau européen

La Commission a publié le 6 octobre les nouvelles propositions de règlements sur la politique de cohésion. L'ensemble de mesures législatives comprend:

- un règlement général portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional (FEDER), au Fonds social européen (FSE), au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP). Ce règlement permettra de mieux combiner les Fonds pour donner plus d'effet à l'action de l'Union;
- trois règlements spécifiques portant sur le FEDER, le FSE et le Fonds de cohésion;
- deux règlements concernant l'objectif de coopération territoriale européenne et le groupement européen de coopération territoriale (GECT);
- un règlement relatif au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) et un règlement relatif au programme pour le changement social et l'innovation sociale;
- une communication sur le Fonds de solidarité de l'Union européenne (FSUE).

Parmi les principales caractéristiques de la proposition, on trouve les éléments suivants:

- concentrer les financements sur un plus petit nombre de priorités davantage liées à la stratégie Europe 2020
- mieux combiner tous les Fonds (y inclus la pêche et le développement rural) pour donner plus d'effet à l'action de l'Union
- accorder la priorité aux résultats
- assurer le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs convenus
- recourir davantage aux règles de conditionnalité
- simplifier la mise en œuvre.

Le Bureau de Bruxelles travaille avec la DAE à la production d'une synthèse de ces règlements afin de commencer une première sensibilisation des services du Conseil général aux nouvelles dispositions de l'après 2013.

Direction des Relations Internationales et Méditerranéennes (DRIM)

Contact LIIPRIAE : **Marie-José BERNARD**

Mission Humanitaire (MISSHUM)

- **Premières Rencontres entre sociétés civiles et institution appartenant aux deux régions de Kasserine (Tunisie) et de Provence Alpes Côte d'Azur (France) :**

Ci-joint le lien vers un premier projet de compte rendu qui comme vous le constaterez doit être complété par les interventions des représentants du Gouvernorat de Kasserine, mais aussi par les remarques et observations des membres de la délégation. Comme vous le constaterez la région de Kasserine est dans un très grand dénuement. Beaucoup de produits ou services vitaux lui font défaut ou sont quasi inexistantes, ce qui n'empêche en rien les membres de la société civile de faire des propositions constructives à travers des initiatives riches de sens.

Dés le lendemain de ces rencontres et des deux cotés des rives de la méditerranée des groupes de travail se sont mis en place afin de poursuivre la réflexion sur les pistes évoquées au cours de ces journées du 26 et 27 et 28 Septembre 2010.

Dans notre région quatre groupes de travail se sont constitués :

- ⇒ un groupe Tourisme durable avec Aliena HERRENSCHMIT,
- ⇒ un groupe économie sociale et solidaire avec Nabil MRAD),
- ⇒ un groupe formation emploi avec Claude HERMEL

- un groupe humanitaire médical et paramédical avec Jean-Yves ASTRUC qui assure le secrétariat de ces groupes de travail en partenariat avec chacun des rapporteurs ci-dessus désignés et qui est aussi en contact régulier avec les représentants de Kasserine (Afef TLILI) et le cabinet du Ministre de la formation et de l'emploi (Lobna SEBAL).

Avec tous nos partenaires, nous nous dirigeons sans précipitation mais avec conviction vers la rédaction puis l'adoption d'un accord de coopération entre nos deux régions et si cette étape est franchie comme nous l'espérons, en tout début d'exercice 2012, vers l'inscription au financement des toutes premières actions sur le premier semestre de la même année.

Référents: Bernard FARNY et Jean-Yves ASTRUC

Service des Relations Extérieures (SRE)

- **Vers un accord de coopération avec le Gouvernorat de Kasserine**

Une importante délégation régionale s'est déplacée à Kasserine (sud-ouest de la Tunisie), du 26 au 28 septembre derniers. Conduite par Patrick ALLEMAND, premier vice-président de la Région, et Joëlle FAGUER, conseillère régionale déléguée à la solidarité internationale, elle comportait également, outre les techniciens de la Région, de nombreux partenaires associatifs venus échanger avec leurs homologues tunisiens sur les modalités d'actions de coopération pour l'avenir.

Ainsi, le 27 septembre à Kasserine s'est déroulée une longue rencontre entre les acteurs du développement local, institutions et société civile, tunisiens et français.

Pour répondre aux questions les plus cruciales que rencontre aujourd'hui la société tunisienne, trois tables rondes se sont tenues simultanément sur les thématiques suivantes :

- ⇒ Economie sociale solidaire et tourisme,
- ⇒ Développement régional, Formation professionnelle et emploi,
- ⇒ Action humanitaire, médicale et paramédicale.

A la suite de ces discussions, de premières propositions ont été formulées.

La journée s'est achevée par la signature, entre le Gouverneur de Kasserine, M. Bachir BEDOUI et Patrick ALLEMAND, d'un protocole d'intention, préluant à une véritable convention de coopération qui pourrait être conclue dans l'avenir.

Enfin, du matériel informatique destiné aux associations de Kasserine, et une ambulance offerte par l'association Pompier solidarité Afrique (PSA) ont été remis par la délégation aux responsables tunisiens.

Référent : Jean FLEURY

• Mission technique dans les Territoires palestiniens

Du 18 au 22 septembre 2010, une mission technique s'est rendue en Territoires palestiniens. Conduite par Gérard Bodinier et Guillaume Lalange, cette mission visait à rencontrer les partenaires d'une future coopération avec le Gouvernorat d'Hébron (Cisjordanie). Ainsi, les rendez-vous institutionnels (Gouvernorat, Ville, Université d'Hébron), ainsi qu'avec plusieurs associations locales ont permis de définir, d'une part, les termes d'une prochaine convention bilatérale de coopération et, d'autre part, les contours des actions à mener, particulièrement dans les domaines de l'eau, de l'irrigation et de l'agriculture.

La délégation a également rencontré les responsables de la mise en place d'une zone d'activités à Bethléem, aux côtés de l'Agence française de développement (AFD). Ces échanges ont d'ores et déjà permis l'accueil sur notre territoire de responsables palestiniens du développement de cette zone d'activités, du 24 au 28 octobre ; ils y ont rencontré de nombreux spécialistes de cette question.

Référent : Jean FLEURY

Service de Coopération Territoriale (SCT)

• Séminaire Europ'Act sur la mise en œuvre des contrôles de premier niveau dans les programmes CTE :

Le 22 septembre dernier s'est déroulé dans le cadre du programme Europ'Act le séminaire sur la **mise en œuvre des contrôles de premier niveau dans les programmes CTE**, organisé par la DATAR avec l'appui de l'ASP. Les autorités nationales et communautaires ont pu y faire un retour, en présence de la CICC et de la Commission européenne, sur les constats issus des contrôles réalisés en début de période de programmation et envisager des pistes de réflexion pour l'avenir.

Sur le site europe-en-france.gouv.fr se trouvent [la synthèse](#) des débats ainsi que les présentations des intervenants.

A l'issue de ces réflexions, la DATAR a décidé le lancement d'une **étude** qui portera sur l'identification, la caractérisation et la qualité des systèmes de contrôles de premier niveau. Vous pourrez être sollicités en tant qu'Autorité nationale ou Autorité de gestion pour contribuer à ces travaux dans les prochaines semaines.

Référent : Caroline HUMBLOT

• Accord de coopération PACA-Bavière

M. Michel Vauzelle, s'est entretenu le 26 janvier dernier à la Chancellerie d'Etat avec la ministre bavaroise des Affaires européennes, Mme Emilia Müller, afin de renforcer la coopération entre sa région et la Bavière.

La ministre bavaroise a déclaré à l'issue de l'entretien qu'il convenait maintenant que la Bavière et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, "l'un des plus importants centres économiques et scientifiques français", donnent une nouvelle impulsion à la coopération entre la Région et le Land.

Outre PACA, une charte de coopération entre la Bavière et les Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées a été signée en 1996. Elle a déjà porté ses fruits aussi bien au niveau communal que dans le domaine universitaire. C'est dans le domaine économique, l'interclustering, la culture pour n'en citer que quelques exemples que la coopération entre Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Bavière va connaître un nouvel élan. Un accord de coopération a été signé à cet effet lors de la session plénière du 21 octobre dernier.

Référent : Eleftheria KASOURA

• Premier Forum mondial des agences de développement local – 5-7 octobre Séville

Séville devint pendant trois jours la capitale mondiale afin de discuter du présent et de l'avenir du développement local. Plus de 1000 personnes inscrits venant de 47 pays différents et plus de 100 intervenants ont participé activement à cette réunion dans le contexte actuel de crise et d'incertitude mettant en lumière la nécessité de faire face au futur avec une nouvelle perspective sur le territoire, l'économie et la gouvernance locale. Une des principales conclusions a été la reconnaissance de l'importance du rôle des autorités locales et régionales en matière de développement et la nécessité d'une meilleure coordination entre acteurs du territoire.

Référent : Eleftheria KASOURA

• Agenda Espace alpin :

26/10/11 : Ouverture du quatrième appel à projets

28/11/11 au 20/01/12 : Dépôt des manifestations d'intérêt (1^{ère} phase)

19/03/12 au 27/04/12 : Dépôt des dossiers de candidatures (2^{nde} phase)

Fin juin 2012 : Sélection et programmation des projets

Référents : Patrick COMBRISSON , Clémentine MOUILLÉRON

• Agenda ALCOTRA :

L'appel à projets ALCOTRA est ouvert du 17/10/11 au 01/03/12.

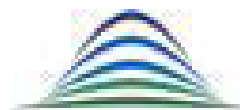
Les dates des réunions pour les ateliers de montage de projets transfrontaliers initialement prévues en septembre, sont reprogrammées aux dates suivantes :

- le 8 novembre après-midi à Digne ;
- le 14 novembre toute la journée à Gap ;
- le 22 novembre toute la journée à Nice.

Pour plus d'informations et inscriptions, voir le site

<http://www.interreg-alcotra.org/>

Référents : Clémentine MOUILLÉRON, Patrick COMBRISSON



a l c o t r a

Représentation de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au Maroc - Région Tanger-Tétouan

- **Taâoun, la Lettre des Coopérations au Maroc :**

Conséquence probable du « Printemps arabe », l'actualité de la coopération a été extrêmement riche en ce mois d'octobre, [comme l'atteste ce numéro de TAÂOUN](#) exceptionnellement dense.

Elu au 1er tour à une majorité importante des voix au siège de membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, ou accueillant une réunion de haut niveau dédiée à la lutte contre la corruption, le Maroc démontre une fois de plus son engagement sur la scène internationale.

On retrouve ce même dynamisme de la coopération au niveau local, ainsi que le traduit l'interview de Giancarlo CANZENELLI, expert international en développement économique local au PNUD qui intervient au Maroc dans le cadre du Programme ART GOLD.

- **Intervention du Parc Naturel Régional du Lubéron au Forum participatif de Bouachem,**

organisé conjointement par le Conseil Régional Tanger Tétouan et l'association TARGA aide : M. Jean Grégoire, directeur du PNRL a présenté une expérience réussie d'intercommunalité et de développement durable.

- **Signature d'une convention entre le PNRL, le conseil Régional Tanger Tétouan et la Direction Régionale de l'Agriculture**

concernant de multiples actions à venir dans le domaine agricole (appui à la filière oléicole, création d'un verger conservatoire, renforcement de capacités, valorisation des produits du terroir).

- **Ce mois ci, deux projets concernant le territoire de Tanger Tétouan ont reçu le soutien du conseil régional Provence-Alpes-Côte-D'azur Il s'agit:**

- du projet de "**sensibilisation à la gestion des risques naturels**", porté par le **Centre Méditerranéen de l'Environnement**. Son homologue marocain, le Centre Méditerranéen de l'Environnement et du développement s'est également vu attribuer un cofinancement du Conseil régional Tanger Tétouan.

- et du **projet FREEME du Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarité**, qui vise l'appui aux porteurs de projets environnementaux via le microcrédit et le renforcement de capacités, en lien avec **Planet Finance Maroc**.

- **Semaine économique de la méditerranée :**

intervention de deux participants de la Région Tanger Tétouan à Marseille, dans le cadre de l'atelier consacré aux autorités locales et la gestion des bassins hydrauliques.

- Appui au Montage du projet COOP MED : organisation au sein du Conseil région Tanger Tétouan **d'un focus group sur le microcrédit dans le Nord Maroc.**

- Appui technique au montage de projets conjoints PACA/CRTT dans trois domaines phares de coopération (Environnement, Economie Sociale et Solidaire et Formation Professionnelle).

- Participation à l'atelier de présentation de la régionalisation avancée au Maroc par la commission nationale dirigée par M. AZZIMAN.

Référent : Nicolas PERRIN

Représentation de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au Liban

- Participation (16-23 octobre) avec les partenaires des unions de municipalités de Tyr (M. Hassan Dbouk, Maire de Tyr) et de Jezzine (M. Fouad El Hajj, Maire de Kaytoulé) à un **séjour d'étude** d'une semaine **en Région Toscane**.

Cette rencontre avait pour principal objectif de découvrir le fonctionnement du réseau toscan de coopération avec le Liban afin de préparer le lancement du projet « T-NET ».

Les actions de coopération de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec les unions de municipalités de Tyr et de Jezzine dans les domaines de la gouvernance et planification territoriale ont été présentées à Florence à l'occasion de la conférence « Les acteurs clés du développement local » le 18 octobre.

- **Point sur le Projet T NET** (Programme ENPI-CBC – 1^{er} appel à projets standard) contractualisé en octobre 2011

Répondant à la priorité 1-3 du programme, le projet *Territorial networking for capacity building and local development* – « T NET » vise à encourager la gouvernance et le développement économique local à travers l'établissement d'un réseau territorial entre l'Italie, le Liban, la France et la Jordanie.

Il a pour chef de file la région Toscane et réunit 9 partenaires dont la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et ses deux partenaires libanais.

Dotées d'un budget total de 1.902.481€ sur 3 ans, les activités du projet porteront sur la formation et l'échange d'expériences en vue de promouvoir une approche commune de la planification territoriale, et sur la mise en œuvre de projets pilotes en Jordanie et au Liban dans les domaines de la promotion touristique et de la valorisation des produits agricoles et artisanaux impliquant des acteurs publics et privés.

Référent : Clémentine Amina LARATTE

Mission Pilotage des Fonds Européens (MPFE)

- **Evaluation du plan de communication Inter fonds :**

Le Cabinet EDATER a été mandaté par la Préfecture pour procéder au bilan des actions conduites dans le cadre du précédent plan de communication élaboré en 2007, en identifier les points forts ou faibles, dans une préoccupation de dynamisation de la communication pour la future programmation post 2013.

Référents: Vanessa OBRECHT et Muriel EGEA

- Les 20 et 21 octobre dernier à Varsovie, s'est tenue une conférence sur la **Politique européenne inter cluster et ses perspectives pour l'après 2013**, organisée dans le cadre de la Présidence Polonaise, en présence des chefs d'Unité des DG Regio (M. LANDABASO) et DG Entreprise (M. BUSCHER). Le Conseil Régional avait été sollicité pour une intervention sur l'avenir du European Cluster Alliance, réseau auquel la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a récemment adhéré.

Référent : Christine LOUSSERT

- **La Politique Agricole Commune après 2013**

Le 12 Octobre 2011, la Commission a présenté un ensemble de propositions législatives sur la PAC de l'après 2013. Ces propositions font suite à l'analyse d'impact faite de janvier 2011.

Cette future PAC réformée vise à renforcer la compétitivité, la durabilité et l'ancrage du secteur agricole sur l'ensemble des territoires.

A noter : René Souchon, Président de la Région Auvergne, a été nommé rapporteur du Comité des Régions sur le paquet législatif pour la future PAC. Son rapport devrait être adopté début décembre 2011.

Référent : Caroline Muller

- **Suivi de réseaux internationaux :**

- Suite à l'Assemblée Générale d'Nrg4sd à Québec le 29-31 septembre dernier, la Région Rhône-Alpes, Nrg4sd et The Climate Group ont organisé le 20 et 21 octobre une Conférence européenne des Régions pour le climat.

Sont disponibles sur le site du réseau (<http://www.nrg4sd.org/fr/news>) la déclaration finale de l'Assemblée générale et la déclaration de Lyon, signée par les 11 régions présentes et les coorganisateur (nrg4SD et The Climate Group + CGLU, le CCRE et ICLEI). Ce texte appelle l'UE à plus d'ambitions en matière climatique (objectifs contraignants pour les Etats membres, négociations internationales, etc.) et engage les signataires à des résolutions concrètes (rénovation de bâtiments, réduction de gaz à effet de serre...). Le Service Energie Climat Air de la Région PACA a également assisté à cette conférence.

- L'ORU FOGAR et son Core Group Sécurité alimentaire présidé par la Région Basse Normandie a renforcé ses liens avec les régions d'Amérique Latine en assistant à l'AG d'OLAGI et au premiers sommet des régions latino-américaines sur la Sécurité Alimentaire à Medellin du 10 au 12 octobre 2011. Des possibilités de partenariats entre régions européennes et régions latino américaines pour répondre à des AAP de la commission Européennes y ont été explorées. Il y a été décidé que le 2^{ème} Sommet des Régions du Monde sur la Sécurité Alimentaire sera organisé en octobre 2012 à Medellin.

Référent : Caroline Muller

- **Forum Mondial de l'Eau**

Suite à la décision commune de NRG4SD et de l'ORU FOGAR de s'investir activement dans la préparation d'une session dans le cadre du Forum mondial de l'Eau, des premiers contacts encourageants ont été pris avec le Comité d'Organisation du Forum et une demande officielle d'organisation d'une session dans le processus politique a été faite.

Par ailleurs la Région PACA et l'ORU FOGAR sont sollicités pour participer à l'objectif 1 de la condition de succès « gouvernance » coordonné par l'OCDE dans le cadre du processus thématique.

A noter : l'OCDE vient de publier un rapport sur la gouvernance publique de l'eau dans les pays de l'OCDE, dans lequel le projet SOURCE (Schéma d'Orientations pour une Utilisation Raisonnée et Solidaire de la ressource en Eau) porté par la Région PACA – Service Eau et Milieu Aquatique- est cité en exemple de bonnes pratiques.

Référent : Caroline Muller

Dans le cadre de la Semaine Economique de la Méditerranée, des correspondants de nos territoires de coopérations (M. Ahmed BENMOKHTAR Conseiller Régional de la Région Tanger-Tétouan et M. Samir ABUZNAID Président de l'Université d'Hébron) sont intervenus lors de l'atelier sur « **la gouvernance publique de l'eau en Méditerranée : quel nouveau rôle pour les autorités locales et régionales ?** »

Référent : Caroline Muller